

David Blanchon, géographe : « A l'échelle internationale, les “guerres de l'eau” ne sont pas une fatalité »

Propos recueillis par Claire Legros

Publié le 27 juillet 2024 à 05h00

Lecture 6 min.

Article réservé aux
abonnés

Offrir l'article

Lire plus tard

ENTRETIEN | « Batailles d'eau » (6/6). Si l'eau est rarement la première cause des guerres entre Etats, elle les aggrave mais représente aussi un facteur de coopération et d'adaptation au changement climatique, analyse David Blanchon.





CHIARA DATTOLA

David Blanchon est professeur de géographie à l'université de Paris-

Nanterre et membre du Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (Lavue), un laboratoire de recherche du CNRS. Ses travaux portent sur la gestion de l'eau, notamment en Afrique de l'Est et du Sud, et dans l'ouest des Etats-Unis. Il a publié l'*Atlas mondial de l'eau* (Autrement, 2022) et *Géopolitique de l'eau* (Cavalier bleu, 2019).

Quelle est la place de l'eau dans les conflits entre Etats ?

A l'échelle internationale, la ressource représente un enjeu stratégique dans les régions en situation de stress hydrique, ce qui n'empêche pas les « guerres de l'eau » de rester très minoritaires. En compilant toutes les interactions entre Etats sur le sujet depuis soixante-dix ans, des chercheurs de l'université de l'Oregon ont montré que seules quatre actions militaires étaient directement ou indirectement liées à l'eau, alors qu'il existe 283 grands fleuves transfrontaliers dont la gestion est partagée entre différents pays. Si l'eau est rarement la cause première d'un conflit, elle peut toutefois l'aggraver.

Dans le conflit israélo-palestinien, les questions hydropolitiques ont joué un rôle stratégique. C'est notamment pour sécuriser son approvisionnement que l'Etat israélien a occupé une partie du plateau du Golan lors de la guerre des Six-Jours, en 1967. Trois ans auparavant, Israël avait construit un gigantesque aqueduc, le National Water Carrier, reliant le lac de Tibériade et les eaux du Jourdain aux villes côtières israéliennes. Or les cours d'eau du Golan alimentent le haut bassin du Jourdain, qui fournissait jusqu'à 80 % de la ressource utilisée en Israël à l'époque, transférée par un gigantesque aqueduc vers les villes côtières. Depuis les années 2000, la situation a évolué car Israël a développé d'importantes usines de dessalement, ce qui le rend moins dépendant du fleuve, mais des tensions perdurent en Cisjordanie, où les puits très profonds des colonies israéliennes atteignent les nappes souterraines, asséchant les puits palestiniens.

Comment expliquer qu'à l'échelle mondiale les conflits restent rares, y compris dans des régions où l'eau manque ?

Même si l'on compare souvent l'or bleu à l'or noir, la géopolitique de l'eau n'a rien à voir avec celle du pétrole ou des minerais rares. On ne gère pas des flux comme des stocks. Parce que l'eau s'écoule, un Etat ne peut pas vraiment se l'approprier, ou alors sur une durée déterminée. Un barrage peut retenir l'eau plusieurs mois, voire un an, mais il faut bien un jour ouvrir les vannes, surtout s'il a été construit pour produire de l'électricité. Une autre raison tient au caractère irremplaçable de la ressource. Un embargo sur le lithium ou le charbon est envisageable. En revanche, priver son voisin d'eau condamne des populations à court terme à la maladie et à la mort. Un Etat qui s'engagerait dans une telle voie serait accusé de crime de guerre.

Quelles sont les règles définies par le droit international au sujet de l'eau ?

Toute atteinte militaire ou utilisation de l'eau comme une arme est considérée comme un crime de guerre. Les infrastructures de potabilisation de l'eau et d'assainissement sont protégées par des conventions internationales. En temps de paix, la convention des Nations unies pour la gestion des cours d'eau internationaux, adoptée à New York en 1997, consacre trois principes : « *l'utilisation équitable et raisonnable* » de la ressource, l'« *obligation de ne pas causer de dommages significatifs* » et l'« *obligation générale de coopérer* ». Les Nations unies et la Banque mondiale, à travers ses financements, encouragent les Etats à coopérer de façon équitable à la préservation des eaux des bassins versants transfrontaliers. Dans les faits, l'eau représente souvent un facteur de coopération entre pays riverains.

De quelles façons s'organise cette coopération ?

Outre la rareté des guerres de l'eau, l'étude de l'université de l'Oregon a mis en évidence qu'entre 1948 et 2008 plus de 2 500 accords de coopération et traités sur les ressources en eau ont été signés. Au sein des organismes de gestion des fleuves transfrontaliers, les ingénieurs des différents pays fréquentent les mêmes arènes, les responsables politiques de l'eau se rencontrent régulièrement, ce qui favorise le dialogue.

Lire aussi | [Au Cachemire, l'Indus coule au milieu des tensions](#)

En Afrique australe, par exemple, de nombreux accords organisent la gestion des grands fleuves transfrontaliers, le Zambèze, l'Orange, le Limpopo... A l'ouest, le fleuve Sénégal fait l'objet depuis 1972 d'un accord

Batailles d'eau ▪ Épisode 5/6

du fleuve prévoit l'utilisation conjointe de la ressource, mais aussi des coopérations techniques et politiques. Elle a conduit à des transferts de connaissances et à la construction de barrages. En Asie, des Etats que tout oppose comme l'Inde et le Pakistan ont trouvé un terrain d'entente en 1960 pour partager les eaux de l'Indus dans le cadre de l'Indus Waters Treaty, qui, soixante ans plus tard, a survécu à toutes les tensions qui traversent les deux pays.

Dans les pays en pénurie, il existe des stratégies pour éviter les conflits. Quelles sont-elles ?

Quand un pays est confronté au manque d'eau, il lui est souvent plus facile, politiquement et financièrement, de chercher des solutions de remplacement plutôt que d'aller conquérir la ressource de son voisin. La solution passe de plus en plus souvent par le dessalement de l'eau de mer dans les Etats qui en ont les moyens. Les pays du Golfe, qui disposent d'une énergie abondante, ont construit d'immenses usines de dessalement pour alimenter la croissance de leurs villes.

Des pays en stress hydrique font aussi appel à la stratégie de l'« eau virtuelle », un concept mis en évidence par le géographe britannique John Anthony Allan, qui consiste à « importer » la ressource sous forme de céréales cultivées dans d'autres régions. L'Afrique du Sud et l'Égypte ont fait ce choix dans les années 1990. La ressource locale y est réservée à l'eau potable et à des productions agricoles à haute valeur ajoutée. S'il fallait produire sur place le blé consommé en Égypte aujourd'hui, l'équivalent du Nil serait nécessaire pour irriguer les cultures.

Cette stratégie n'est-elle pas risquée dans un avenir plus incertain pour l'équilibre planétaire ?

Ces solutions techniques ont en effet des contreparties. Ces pays y perdent en souveraineté et en sécurité alimentaire ou énergétique. Quand on parle de géopolitique de l'eau, très vite l'alimentation et l'énergie interviennent dans les débats. Pour des pays dépendants des marchés gaziers ou pétroliers, par exemple, miser sur le dessalement réclame beaucoup d'énergie et entraîne une vulnérabilité importante.

Lire aussi | [Le dessalement de l'eau de mer en plein essor malgré son coût environnemental](#)

Chypre a fait ce choix pour développer son tourisme mais a vu le prix de l'eau exploser quand ceux de l'énergie ont augmenté. De la même façon, le ralentissement de l'exportation du blé ukrainien a mis en lumière la vulnérabilité des pays importateurs de céréales comme l'Égypte. La dépendance aux marchés internationaux de céréales peut conduire à des crises intérieures, économiques et sociales. Les conflits évités entre États risquent alors de se reporter à l'intérieur du pays.

Quelle est la place du symbolique dans les conflits liés à l'eau ?

Cette dimension est partout présente, à l'échelle des grands fleuves comme dans les conflits locaux. Si on ne la prend pas en compte, on ne peut pas comprendre les tensions, et encore moins les résoudre. L'une des situations les plus tendues depuis une dizaine d'années concerne le bassin versant du Nil. Elle oppose l'Égypte et le Soudan à leur voisin éthiopien, qui a terminé en 2021 la construction d'un ouvrage gigantesque, le grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD), situé sur le Nil bleu, principal affluent du fleuve.

Lire aussi | [L'Éthiopie lance la production d'électricité du grand barrage de la Renaissance sur le Nil Bleu](#)

La retenue d'eau alimente une vaste centrale hydroélectrique, ce qui devrait lui permettre, à terme, de doubler sa production électrique pour poursuivre son développement économique. Mais ni l'Égypte ni le Soudan n'acceptent la situation. La première dépend des eaux du Nil pour 97 % de ses besoins en eau et s'est opposée dès le départ au projet. Elle considère qu'un accord signé en 1959 avec le Soudan lui confère une prééminence sur les eaux du Nil. À l'époque, ni l'Éthiopie ni l'Ouganda n'avaient été invités à la table des négociations. L'Égypte menace régulièrement l'Éthiopie de représailles, y compris militaires. Il ne fait pas de doute qu'à la dépendance vitale s'ajoute pour les Égyptiens un attachement plus profond, lié à leur histoire depuis la plus haute Antiquité. Dans la patrie des pharaons, freiner le cours du Nil bleu représente une menace existentielle. Cette dimension est également présente dans le partage des eaux du Jourdain, du Tigre ou de l'Euphrate, des fleuves qui ont eux aussi une puissance symbolique dans l'histoire des populations qui les bordent.

Les guerres de l'eau risquent-elles de se multiplier avec le réchauffement climatique ?

L'augmentation de la température moyenne de la planète va affecter le cycle de l'eau. Toute la difficulté aujourd'hui est d'en modéliser les

conséquences. Les séries statistiques sur le fonctionnement des cours d'eau étaient jusqu'à présent suffisamment longues pour établir des prévisions fiables dans le temps et construire des infrastructures pour plusieurs centaines d'années. Le barrage d'Assouan a été pensé pour durer mille ans ! Ce n'est plus possible.

Lire aussi | [Le rythme du réchauffement climatique est plus rapide que jamais](#)

Le réchauffement climatique ouvre de nombreuses incertitudes locales, car ses effets restent encore difficiles à prévoir à l'échelle des bassins. C'est à ce niveau que les conflits risquent de se multiplier, au détriment des populations pauvres et des écosystèmes. C'est aussi à cette échelle que les solutions doivent être recherchées. L'analyse géopolitique montre que les guerres de l'eau ne sont pas une fatalité. Une chose est sûre, plus les cours d'eau seront en bonne santé, mieux ils pourront faire face aux événements extrêmes, inondations et sécheresses, dont on sait avec certitude qu'ils vont s'accélérer.

Les futurs conflits résulteront des choix politiques d'aujourd'hui. Il ne fait aucun doute que mieux gérer la ressource en protégeant les cours d'eau et leurs écosystèmes et en changeant de modèles agricole et industriel contribuera à éviter demain les guerres de l'eau. Bien plus que le volume disponible, c'est notre capacité à coopérer pour faire de l'eau un levier d'adaptation au changement climatique qui sera déterminante pour maintenir la paix.

[Retrouvez tous les épisodes de la série « *Batailles d'eau* » ici.](#)

Batailles d'eau

6 épisodes

ÉPISODE 1/6

Isabelle Backouche, historienne : « La Seine a été le cœur battant de la vie parisienne avant que la capitale ne lui tourne le dos »

Publié le 22 juillet 2024

ÉPISODE 2/6

Roberto Epple, hydrobiologiste : « De la Loire vivante aux bassines, les luttes pour l'eau représentent un espace démocratique irremplaçable »

Publié le 23 juillet 2024

[Voir tous les épisodes](#)

Claire Legros